

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 05/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GOSSELIN DURIEZ SARL

117 rue Pierre Blériot
59220 Denain

Références : V2/2026-061
Code AIOT : 0007004367

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement GOSSELIN DURIEZ SARL implanté 117 RUE PIERRE BERIOT 59220 Denain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été organisée à la demande de l'exploitant afin de faire le point sur plusieurs projets en cours, pour lesquels l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant la production de dossiers de porter à connaissance.

Cette visite rentre également dans le cadre de l'action nationale sur les contractualisation avec les éco-organismes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GOSSELIN DURIEZ SARL

- 117 RUE PIERRE BERIOT 59220 Denain
- Code AIOT : 0007004367
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est connu de l'inspection des installations classées et est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral du 26/04/1995, complété le 21/02/2012.

Il est classé au régime de l'autorisation pour les rubriques 2710 et 2718 et de l'enregistrement pour les rubriques 2712 et 2713 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Il dispose également d'un agrément VHU.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Illégaux déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déchets admis par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 17/06/2016, article 5.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Obligation de contractualisation - batteries	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 543-128	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Obligation de contractualisation - VHU	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L.541-1	Sans objet
4	Obligation de contractualisation - DEEE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra fournir à Monsieur le Préfet du Nord un dossier de porter à connaissance dans le but d'accepter les déchets de bouteilles de protoxyde d'azote.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets admis par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2016, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admis par l'établissement
Prescription contrôlée : Les principaux déchets entrants dans les installations sont ceux dans l'une des rubriques prévues à l'annexe 2 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a indiqué accepter les cartouches de protoxyde d'azote. Au jour de l'inspection il a été constaté la présence d'une quantité restreinte de cartouches de protoxyde d'azote dans un bac spécifique. Le code déchet du protoxyde d'azote est 16 05 04*. Ce code n'étant pas repris dans la liste référencée au présent article, l'exploitant devra, s'il souhaite continuer à accepter ce genre de déchet, réaliser un dossier de porter à connaissance tel que prévu à l'article L.181-14 du code de l'environnement : <i>"Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées."</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Obligation de contractualisation - VHU

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L.541-1
Thème(s) : Risques chroniques, Obligation de contractualisation
Prescription contrôlée : I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec au moins un éco-organisme ou un système individuel agréé en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
Constats : L'exploitant a indiqué, le jour de la visite, ne plus recevoir de VHU depuis 3 ans. De ce fait il n'a

<p>pas contractualisé avec un éco-organisme pour cette activité.</p> <p>L'exploitant déclare ne pas cesser définitivement cette activité même si, pour l'instant, il n'envisage pas de la reprendre dans l'immédiat.</p> <p>Lors de la visite de terrain l'inspection des installations classées n'a constaté la présence d'aucun VHU.</p> <p>Observation n°1 : il est indiqué à l'exploitant que pour exercer une activité de gestion de véhicule hors d'usage, il devra <u>préalablement</u> passer un contrat avec un éco-organisme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Obligation de contractualisation - batteries

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 543-128</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Obligation de contractualisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'application de l'article L. 541-10-19, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets de batteries que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé.</p> <p>Les opérateurs de collecte, de transit ou de regroupement, y compris les distributeurs ou les garagistes, ne sont pas tenus de disposer d'un tel contrat dès lors qu'ils remettent les déchets à un opérateur de traitement ayant lui-même conclu un contrat soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.</p> <p>L'alinéa précédent s'applique également aux acteurs effectuant des activités de recherche et développement visant à tester, améliorer la recyclabilité ou développer des solutions techniques de recyclage de déchets de batteries, pour ce qui concerne les déchets de batteries sur lesquels sont pratiqués de telles activités.</p> <p>II.-Le contrat mentionné au I est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernée ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.</p> <p>III.-Un arrêté des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales, parmi lesquelles celles relatives au respect du principe de proximité, devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au I.</p> <p>IV.-Tout opérateur mentionné au I du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce I, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.</p> <p>S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au I gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce cet opérateur l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.</p> <p>Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder, par tonne de déchets de batteries, 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale.</p> <p>La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée</p>

conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Constats :

L'exploitant ne dispose pas d'un contrat avec un éco-organisme agréé et n'est pas en mesure de fournir le contrat liant l'entreprise Campine située à Escaudoeuvres à un éco-organisme. Cette installation, connue de l'inspection des installations classées, est l'exutoire unique de l'exploitant concernant les accumulateurs au plomb et les mélanges batteries lithium-piles alcalines.

L'exploitant indique que pour respecter la disposition du présent point de contrôle, il est dans l'attente que la société CAMPINE dispose d'un contrat avec un éco-organisme.

Les deux éco-organismes retenus par l'Etat, Batribox et Ecosystem, sont en cours d'appel d'offre au niveau local.

Les contrats seront mis en place par l'entreprise Campine dès que les différents résultats des appels d'offre seront connus, d'ici avril selon l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra faire parvenir à l'inspection des installations classées le contrat dès qu'il sera mis à sa disposition par la société Campine.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Obligation de contractualisation - DEEE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1

Thème(s) : Risques chroniques, Obligation de contractualisation

Prescription contrôlée :

I. - Au sens du présent article, on entend par :

1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;

2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.

II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Constats :

L'exploitant a un contrat avec l'organisme Ecosystème depuis le 14 septembre 2024 pour les DEEE.

Le contrat est conclu pour la période 2024-2027.

Type de suites proposées : Sans suite